Procès-verbal

Le lundi 02 juin 2025 à 20 heures 30, l'assemblée, régulièrement convoquée le 26 mai 2025, s'est réunie sous la présidence de Christophe BLOT.

Secrétaire de la séance : Gérard DAVERDON

Présents : Christophe BLOT, Aurélie DELGRANGE, Frédéric FLEURY, Maryvonne HUAT, Pascal COLAS, Gérard DAVERDON, Claudine HUAT, Françoise JAMA, Pierre LANDRIEUX, Frédéric MARTEAU, Philippe ODOU

Représentés :

Absents et excusés : Vincent BOUCHERY, Raphaël DEL CIOTTO, Benoît LE PEZRON

Le Conseil Municipal valide le procès-verbal de la séance du 24 Mars 2025

Ordre du jour :

- Adhésion au service RGPD
- Révision du plan mobilité du Grand Reims (PDM)
- Révision du SCOT (Schéma de cohérence territoriale)
- Demande de subvention pour le système de protection de la nouvelle Mairie
- Création d'un poste d'agent technique

Questions diverses :

- Feux d'artifice du 14 Juillet
- Situation de la parcelle A1166
- Contrat d'entretien du système de climatisation
- Location salle communale
- Opération nettoisons la nature
- Convention de partenariat Reims activ été 2025
- Adhésion à l'association regroupant les Montigny de France
- Demande de l'employé communal d'augmentation des jours enfants malade (actuellement 1 Jour)
- Numérisation état civil

Délibérations du conseil :

Adhésion au service RGPD du centre de Gestion de la Marne (N° DE_013_2025)

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et plus particulièrement son article 25,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, entrant en application le 25 mai 2018 (dit Règlement Général sur la Protection des données, soit « RGPD »).

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu la délibération du 202137 du 8 novembre 2021, la 202201 du 28 janvier 2022 et la 202426 du 28 juin 2024 du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Marne créant la mission R.G.P.D. au bénéfice des Collectivités et Etablissements publics de la Marne qui le demandent.

Le Maire rappelle à l'assemblée que :

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD », entré en vigueur le 25 mai 2018, impose de nombreuses obligations en matière de sécurité des données à caractère personnel traitées par la collectivité, dont le non-respect entraîne des sanctions lourdes.

Le RGPD s'applique à la collectivité pour tous les traitements de données personnelles, qu'ils soient réalisés pour son propre compte ou non et quel que soit le support utilisé, papier ou informatique.

Afin de répondre aux obligations en la matière des collectivités territoriales et des établissements publics de la Marne qui le souhaitent, le CDG de la Marne propose à compter du 1^{er} janvier 2022 une mission RGPD dont la finalité sera d'assister et de conseiller l'Autorité Territoriale :

- dans la démarche d'évaluation des risques liés à la protection des données personnelles
- et dans la mise en place d'une politique de mise en conformité avec le RGPD.

Elle comprendra :

- La mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données, dont la désignation constitue une obligation légale pour toute entité publique. Le Délégué à la Protection des données est le CDG51. Il sera assisté d'une équipe dédiée au RGPD.
- Des réunions d'information /sensibilisation
- La mise à disposition d'une base documentaire : modèles types (fiches de registre, mentions...) / procédures types / supports de communication
- L'accompagnement dans la réalisation des états de lieux / inventaires
- L'accompagnement à la réalisation des fiches de registre et à la mise à jour du registre de traitements
- Des conseils / recommandations / avertissements / préconisations de plan d'actions en matière de protection des données
- L'accompagnement à la réalisation des analyses d'impact
- L'analyse sur demande de la conformité au RGPD de contrats / conventions / formulaires / dossiers... et apport de préconisations et de mentions
- L'accompagnement dans le traitement des demandes d'exercice de droits
- L'accompagnement en cas de violation de données
- Le relais auprès de la CNIL
- La présentation d'un rapport annuel

Le coût annuel de cette mission pour la collectivité au titre de l'exercice 2022 est de 105€/an

Ce coût est susceptible d'être réévalué chaque année par le conseil d'administration du Centre de Gestion.

Le Conseil après en avoir délibéré adopte à l'unanimité des membres présents

Délibération : adoptée

Avis sur le projet de PDM et son évaluation environnementale (N° DE_014_2025)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Transports, notamment son chapitre IV,

Vu le Code de l'environnement, notamment son chapitre III du titre II du livre Ier,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu les statuts de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Rémoise approuvé le 16 décembre 2016,

Vu la délibération n°CC-2016-180 du Conseil communautaire de Reims Métropole du 12 décembre 2016 approuvant le Plan de Déplacements Urbains de Reims Métropole en vigueur,

Vu sa délibération n°CC-2019-340 du 19 décembre 2019 relative à l'engagement du processus de révision du Plan De Mobilités (PDM) du Grand Reims, incluant la réalisation d'une Enquête Mobilité auprès des habitants du Grand Reims,

Vu la délibération n°CC-2025-20 du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Reims en date du 27 mars 2025 arrêtant le projet de plan de mobilité ainsi que son évaluation environnementale.

Vu le projet de PDM et son évaluation environnementale,

Considérant que ces enjeux sont cohérents avec les documents stratégiques de rang supérieur avec lesquels le PDM doit être compatible, à savoir le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Grand Est, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Reims, la Stratégie Bas

Carbone du Grand Reims au travers de son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), ainsi qu'avec ceux du projet de territoire du Grand Reims,

Considérant que la Communauté urbaine du Grand Reims doit solliciter l'avis des communes, du Département, de la Région, des autorités organisatrices de la mobilité limitrophes et des services de l'Etat intéressés, sur le projet de PDM qui fera ensuite l'objet d'une enquête publique,

Après en avoir délibéré, DECIDE,

D'émettre un avis favorable au projet de Plan de Mobilité et à son évaluation environnementale

Le présent avis sera notifié à M. le Président de la communauté urbaine du Grand Reims.

Délibération : adoptée

Révision du schéma de cohérence territoriale - Avis sur le projet du SCOT (N° DE_015_2025)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103-2 et suivants, L. 141-1 à L. 145-1, R. 141-1 à R.143-16,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu le schéma de cohérence territoriale de la région rémoise approuvé le 16 décembre 2016,

Vu le projet de territoire de la communauté urbaine du Grand Reims approuvé le 24 juin 2021,

Vu la délibération n°CC-2022-6 du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Reims en date du 31 mars 2022 prescrivant la révision du schéma de cohérence territoriale, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,

Vu la délibération n°CC-2023-294 du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Reims en date du 21 décembre 2023 tenant acte du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement Stratégique du schéma de cohérence territoriale du Grand Reims en révision,

Vu la délibération n°CC-2025-005 du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Reims en date du 27 mars 2025 Grant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du schéma de cohérence territoire

Considérant que le projet de révision du schéma de cohérence territoriale a été élaboré en collaboration avec les communes, en concertation avec la population et en association avec les personnes publiques associées,

Vu le projet de schéma de cohérence territoriale révisé,

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

d'émettre un avis favorable au projet de révision du schéma de cohérence territoriale

Le présent avis sera notifié à M. le Président de (a communauté urbaine du Grand Reims).

Délibération : adoptée

DELIBERATION PONCTUELLE AUTORISANT LE RECRUTEMENT DUN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE (EN APPLICATION DE LARTICLE L332-23 DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE) (N° DE_017_2025)

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir travail supplémentaire pendant la période été et automne ;

Sur le rapport du Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

Le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'Adjoint technique pour faire face à un besoin lié à *un accroissement temporaire d'activité pour une période de 6 mois allant du 01/07/2025 au 31/12/2025 inclus*.

Cet agent assurera des fonctions d'agent polyvalent des services techniques à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 15h30.

Il devra justifier d'une expérience sur un poste similaire.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 367 du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Délibération : adoptée

Projet de sécurisation de la nouvelle Mairie (N° DE_016_2025)

Le Maire expose au Conseil son projet de sécurisé la nouvelle Mairie. Pour cela il propose l'installation d'un portail automatique ainsi que l'installation d'un système de surveillance.

Les entreprises sélectionnées précédemment par le conseil municipal ont été :

- ED pro pour un montant prévisionnel de 4000 € HT (4800€ TTC) : vidéo surveillance
- Champ'elec pour un montant prévisionnel de 4008 € HT (4796,80 € TTC) : automatisation portail, éclairage extérieur.

Le Maire expose au Conseil qu'il est nécessaire :

- d'autoriser le Maire à déposer des demandes de subventions au taux maximum, auprès des différents financeurs (Etats, Région, Département, Grand Reims).
- d'approuver les coûts prévisionnels et d'autoriser le Maire à signer les devis.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve l'ensemble des points cités précédemment à 10 vote pour et 1 abstention.

Délibération : adoptée

QUESTIONS DIVERSES :

- Feu d'artifice du 14 Juillet : un pique-nique aura lieu dans la cour de la Mairie à partir de 20h suivi d'un défilé aux lampions à 22h00 et d'un feu d'artifice à 23h00. Une communication sera faite en ce sens sur le site et les panneaux d'affichages.

- Situation parcelle A1166 : un administré souhaite vendre cette parcelle qui avait été réservée pour l'installation d'un parking par la Mairie. Le vendeur souhaite savoir si le projet est toujours d'actualité et si la Mairie souhaite préempter sur ce bien. Le Conseil décide de laisser la vente se poursuivre et de ne pas utiliser son droit de préemption sur cette parcelle car le parking n'est plus d'actualité.

- Contrat d'entretien du système de climatisation de la nouvelle Mairie : Un contrat d'entretien de l'entreprise Anquetil pour les installations de climatisation et de ventilation va être signé. La Mairie va demander des précisions sur les prix proposés.

- Location de la salle communale : Le Maire propose au conseil de revoir l'organisation des réservations de la salle communale ainsi que les prix proposés. Une révision des prix va être proposée, une réorganisation du système de paiement également. Il est à noter que certains équipements sont à réparer. Le Conseil Municipal propose d'augmenter le prix de la salle pour les résidents à 250 €, et pour les tarifs apéritif et vin d'honneur à 125 €. Il est prévu de ne plus louer la salle communale aux personnes extérieures à la commune car certaines dégradations ont été constatées suite à des locations. Aucune date n'a été décidée pour de nouveau louer la salle au public.

- Opération nettoisons la nature : l'évènement se déroulera les 26,27 et 28 Septembre. Pour vous inscrire vous pouvez vous rendre dans vos Leclerc ou vous inscrire directement sur le site Leclerc.

- Convention de partenariat Reims activ été : Le Grand Reims propose une convention permettant à la Mairie de payer un forfait de 170 € par jeune pour qu'ils puissent accéder aux activités organisées cet été par le Grand Reims. Le Conseil Municipal décide de ne pas y participer le budget n'ayant pas été prévu pour cette dépense.

- Adhésion à l'association regroupant les Montigny de France : Un courrier de la Mairie de Montigny-les-Vesoul nous est

parvenu pour nous proposer d'assister à une inauguration. Ce courrier propose également d'adhérer à une association qui regroupe tous les Montigny de France. Le Conseil Municipal ne souhaite pas pour l'instant adhérer à cette association.

- Jours enfants malades pour les employés : M. Ledoux, agent technique au sein de la commune a fait la demande d'une revalorisation des congés enfant malade décidé à 1 jour lors d'un précédent conseil. Le Conseil a décidé après débat, une augmentation à 3 jours de congés par an. Cette décision sera validée par délibération lors d'un prochain conseil.

- Numérisation des actes d'Etat Civil : Une offre de numérisation des actes d'état civil a été reçue en Mairie. Après avoir étudié cette demande le Conseil a jugé qu'il était nécessaire d'accepter la numérisation des actes car cela permettra de protéger les registres en évitant de les scanner à chaque demande d'état civil. Cela permettra également la transmission des actes de manière dématérialisée et plus rapide via le logiciel COMEDEC.

- Illuminations de Noël : Le Maire a rencontré la société Décolum afin de revoir les décorations de Noël. Plusieurs possibilités s'offrent à nous : de la location ou de l'achat de déco. Le Conseil décide de garder pour l'instant les décorations sur le candélabre mais de remplacer les 2 décorations d'entrée de village.

- Suite à plusieurs échanges avec un habitant, concernant l'entretien des espaces verts et des voiries, M. Le Maire souhaite clarifier certains points. Toutes les voiries de la commune sont entretenues de la même façon par l'employé communal et M. le Maire ne permet pas de douter que cela est fait ou sera fait, même si avec les travaux qui ne sont pas finis ou qui encombre certaines voiries, des bas-côtés ne sont pas fait aussi régulièrement que d'autres.

Pour information, si un habitant entretient lui-même les abords de sa maison, trottoirs ou partie enherbé, cela fait partie des devoirs de chacun et un arrêté municipal règlemente cet usage.

Une Mairie ne possède ni espèce, ni chèque, carte bancaire, car c'est la trésorerie qui gère l'argent des communes. De ce fait aucun remboursement ne pourra être demandé par un usager pour cet entretien fait par lui-même.

Notre employé communal est actuellement seul pour entretenir les nombreux kilomètres de voiries, les 2 cimetières et les nombreux chemins de la commune. Nous recherchons actuellement une personne à mi-temps pour l'aider afin de pouvoir traiter, les absences, les vacances et tous les travaux supplémentaires qu'il doit faire suite aux travaux. N'hésitez pas à nous informer si vous connaissez quelqu'un homme ou femme qui pourrait être intéressé par ce poste.

La séance est clôturée à 23h50.

Christophe BLOT
Président de séance

Gérard DAVERDON
Secrétaire de séance